

J'ACCUSE ceux qui ont trompé le peuple...

La municipalité que j'ai dirigée de 2001 à 2008 a été fréquemment attaquée durant toute la mandature.

Les attaques venaient de partout :

- De l'opposition municipale conduite par le maire actuel
- Du groupe communal du GUSR (parti du maire actuel)
- D'un groupe signant «Des Petits-Bourgeois décidés»
- D'un autre parlant au nom «Des contribuables indignés»
- D'un soi-disant «Comité de soutien aux habitants de Roujol»
- D'un mystérieux « Mouvement Vigilance et Initiative» publiant la feuille «Petit-Bourg Demain»
- De la dénommée «L'Alliance Petite-Bourgeoise» qui aura même l'indécence d'appeler à l'organisation d'un Référendum d'Initiative Populaire pour la tenue d'élections anticipées
- D'un 1^{er} Adjoint qui déférera au Tribunal Administratif environ 30 décisions de la municipalité
- D'un 2^{ème} Adjoint vivant mal son inéligibilité décidé par la Commission Nationale des Comptes de Campagne
- Et de tant d'autres (RFPB, agents communaux opposants politiques, etc...)



Je possède aujourd'hui une collection impressionnante de tracts et journaux qui durant toute cette période nous clouaient au pilori.

Manifestement notre présence à la tête de la commune étaient insupportable à ceux qui avaient été battus en 2001, et indisposaient quelques uns de nos « alliés et amis politiques » qui pensaient qu'ils allaient pouvoir « se servir » après le *déchoukaj* de 2001.

Alors, comme « *volè vé pa vwè zanmi a-y pòté sak* », on nous a accusés de NOUS SERVIR.

J'ai été accusé de brader les terres communales ; de les dilapider les terres de la commune ; de faire des tractations douteuses avec la SEMSAMAR (à Saint-Jean) et la SIG (à Castarel).

Oui, **des opposants racistes et haineux** m'ont accusé :

- De comploter avec Monsieur Simonet (qu'ils traitaient de « béké petit-fils d'esclavagiste ») contre des nègres et des indiens, pour les déposséder de la terre de leurs parents à La Gripière !
- D'être de mèche avec Monsieur BRIZARD, un blanc, le fils même écrivaient-ils, de celui qui aurait été à l'origine des événements de mai 1967 en déclarant : « quand les nègres auront faim ils reprendront le travail ». Avec le rejeton BRIZARD, je cherchais à expulser des habitants de Roujol !
- D'avoir recruté dans la commune un Directeur des Ressources Humaines blanc « pour fouetter les nègres ».

A Saint-Jean, nous avons réalisé avec la SEMSAMAR une grande opération de logement social, afin de permettre à des centaines de familles dépourvues de logement ou voulant être logées dans de meilleures conditions, à beaucoup de jeunes aussi, de pouvoir disposer appartement. Et nous sommes fiers !

A Castarel, c'est maintenant que se prépare une opération « qui ne dit pas son nom » et pour laquelle Guy LOSBAR a lancé une enquête publique afin de modifier le POS (Plan d'Occupation des Sols). Il semble même qu'un actuel adjoint au maire ait un intérêt dans cette affaire.

Par ailleurs, si l'intelligence et non la haine avait prévalu dans l'affaire de la construction du Collège, il y a longtemps que les travaux de construction auraient commencé ; du moins le terrain aurait déjà été mis à disposition du Conseil Général, précisément grâce à ce « béké, petit-fils d'esclavagiste » qui, justement avait consenti de vendre à la commune un terrain de 63.900 m² pour 38.979 euros soit 0,61 euro le m² (promesse de vente faisant foi).

Même scélératesse pour le terrain de Roujol où on a fait croire aux pauvres occupants que BROUSSILLON manigançait pour les spolier et qu'on allait leur permettre de conserver des terres où ils étaient installés sans

droits ni titre. Les élections passées, le nouveau maire de Petit-Bourg, conseiller général sortant, a semblé-t-il voulu négocier « bien d'autres choses » avec Monsieur BRIZARD et a abandonné à leur sort ces concitoyens qui aujourd'hui se mordent les doigts de n'avoir pas accepté les propositions d'indemnisation et de placement sur un autre terrain que je leur avais faites au nom de notre municipalité.

Scélératesse encore, sottise, et surtout racisme, quand Guy LOSBAR a décidé de mettre au placard, chargé de mission sans aucune mission durant plus de deux ans, le DRH blanc aux compétences techniques certaines, que BROUSSILLON avait recruté. Il fallait le guillotiner !

J'ai été accusé aussi de choses plus ridicules :

- d'avoir effectué des voyages au Brésil et à Cuba sur le compte de la commune (n'importe quoi !)
- d'avoir arboré sur mon front un béret rouge de révolutionnaire (où est le crime ?)
- de rouler dans une vieille voiture, de ne pas entretenir ma maison, de refuser de porter veste et cravate.
- et de toutes sortes d'absurdités, mais aussi de bassesses et vilénies INNOMABLES qui certainement rallient les rieurs mais qui n'honorent pas leurs auteurs.

Ma seule réponse et qui elle m'honore, c'est qu'après 7 ans à la direction des affaires communales, mon patrimoine n'a pas bougé. Je n'ai pas une maison de plus, ni un mètre carré de terrain de plus. Certains peuvent-ils en dire autant après seulement 3 ans à la direction des affaires communales.

Ces attaques contre ma personne et aussi contre mes collègues du Conseil municipal, contre mon camarade et ami Directeur Général des Services, étaient souvent relayées et confortées sur la radio publique par les « stars » de Zéy lémisyon » qui, je l'ai dit, EN SERVICE COMMANDE, pendant plus de 3 ans et quasi quotidiennement, se sont employés à ridiculiser notre municipalité en tournant en dérision tous nos gestes et actions, rapportant tout et n'importe quoi, tout ce que des opposants patentés, au sein et hors l'administration communale, n'hésitaient pas à dévoiler en travestissant les faits à dessein.

Bien que conscients du mal que cela pouvait nous faire, j'avais pris le parti de ne pas répondre, en faisant confiance au bon sens, à la perspicacité et à l'intelligence pratique du peuple, de nos concitoyens.

Convaincu que les Petits-Bourgeois allaient faire la part des choses, je me plaisais à répéter : « *A pa pawòl ki zafè, sé zafè ki zafè* », et ce, contre l'avis de mes camarades et compagnons qui m'exhortaient de réagir, de riposter.

Je m'étais fait la conviction que notre action et nos réalisations plaideraient en notre faveur, et que c'est sur cela que la population nous jugerait. Je me disais aussi que répondre c'était se rabaisser en se justifiant, et du coup prendre aussi le risque de voir s'amplifier les rumeurs et les mensonges. Je pensais alors avec le moraliste français Nicolas de Chamfort que « la calomnie est une guêpe qui nous importune et contre laquelle il ne faut faire aucun mouvement, à moins qu'on ne soit sûr de la tuer, sans quoi elle revient à la charge plus furieuse que jamais » (Nicolas de Chamfort, *Maximes et pensées*).

A l'évidence je me suis trompé, non par naïveté mais plutôt par suffisance : suffisance de croire que la beauté et la noblesse de notre action pouvait à coup sûr être perceptible, comprise voire admise par tous.

Non ! *Cela ne se passe pas comme ça !*

Il faut répondre aux calomnies. Il faut répondre pour empêcher que ceux-là mêmes qui consciemment les profèrent ne finissent par croire à leurs propres mensonges, et ne redoublent d'efforts pour convaincre le peuple. Ces gens en vrais disciples de Hitler pensent comme lui que « Si vous désirez la sympathie des masses, vous devez lui dire les choses les plus stupides et les plus crues » (Hitler, *Mon Combat*).

En lisant Hitler, on ne peut s'empêcher de penser à tous ces gens qui durant la dernière campagne pour les municipales de 2008 ont ainsi agi.

J'ai décidé de rétablir LA VERITE et je m'y emploierai ; gare à eux et à tous ceux qui ont MENTI, tous ceux qui ont choisi le mensonge pour religion! Le peuple, les Petits-Bourgeois préparent la riposte. Ils ne se laisseront pas abuser aux prochaines élections des 20 et 27 mars 2011.

Tini on tan pou jibyé, é on tan pou chasè ! A bon entendeur, salut !

Ary BROUSSILLON

Candidat aux élections cantonales des 20 et 27 mars 2011